

# FAIRE L'ÉCONOMIE DE LA CROISSANCE



## Analyse

Janvier 2011  
Luca Ciccia  
Chargé de projets

Les « crises » financière<sup>1</sup> puis économique et sociale ont confirmé l'urgence de sortir du modèle économique dominant. La crise écologique butte, quant à elle, sur le dogme de la croissance et du productivisme partagé tant par les libéraux les plus classiques que par la gauche réformatrice sociale-démocrate<sup>2</sup>. Pour répondre aux défis écologiques, socio-économiques et démocratiques, comment réguler l'économie dérégulée par le modèle libéral et néo-libéral qui s'impose au globe depuis le milieu des années 1970 ? Comment supprimer les impacts négatifs de la croissance sur la société, l'individu, son environnement et ses ressources naturelles? Le débat sur la décroissance a déjà fait l'objet d'une analyse SAW-B en 2007 : « La décroissance : moins, et surtout autrement »<sup>3</sup>. Cette analyse revient sur ce thème crucial pour l'avenir et le développement de l'économie sociale, et pose un regard critique sur l'ouvrage de Tim Jackson, récemment traduit en français et intitulé « Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable »<sup>4</sup>.

### Les limites physiques de la croissance : l'impossible découplage

Nicholas Georgescu-Roegen a sans doute été l'un des premiers économistes à avoir réellement tenté d'intégrer les limites physiques de notre planète dans les modèles économiques. Mais l'« écologie économique » qui intègre l'environnement dans la science économique a attendu le début des années 2000 pour se répandre au-delà du champ académique anglo-saxon. La traduction du livre de Tim Jackson permet aujourd'hui au monde francophone de découvrir toutes les potentialités qu'offre ce modèle face à l'urgence à changer de mode de croissance.

Pourquoi parler de dilemme de la croissance ? La croissance de la production basée sur l'utilisation de ressources naturelles peu voire non reproductibles (pétrole, minerais, bois, eau, etc.), et pour partie responsable du réchauffement climatique, ne peut perdurer. La solution à ce dilemme proposée par la communauté internationale – principalement par le biais de l'OCDE - : le "découplage". La théorie du découplage émet l'hypothèse que la croissance économique pourra se poursuivre indéfiniment par le biais d'une diminution de l'intensité écologique par unité produite (voir encadré). Mais Jackson démontre que le découplage, qu'il soit relatif ou absolu, est quasi impossible. Pour stabiliser le climat à une augmentation de température de 2° (déjà trop pour les experts), il faudrait, au niveau mondial, réduire les émissions de carbone de 50 à 85 % d'ici 2050. Problème : bien que pour produire un

<sup>1</sup> Notons que la crise financière dans ses aspects boursiers fut passagère puisque les principaux indices boursiers ont récupéré leurs niveaux d'avant crise en deux ans alors qu'il en avait fallu 25 suite à la crise de 1929, tandis que les dividendes octroyés aux actionnaires dépassent à nouveau tous les records, malgré des bénéfices encore stagnants. Cfr. <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/finance-marches/actu/0201053868193-le-cac-40-devrait-verser-40-milliards-d-euros-de-dividendes-cette-annee.htm>

<sup>2</sup> Si l'on pense au temps que les moins de vingt ans ne peuvent connaître, nous devons rappeler que le socialisme, tel que mis en œuvre dans les régimes socialistes (l'URSS et ses satellites), fut également productiviste.

<sup>3</sup> Cfr. <http://www.economiesociale.be/EP/2007/A0703.pdf>

<sup>4</sup> JACKSON T, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Edition de boeck & Etopia, Belgique, 2010.

même bien il faut de moins en moins de carbone et d'énergie, les émissions de dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles ont augmenté de 80 % depuis 1970. Si des efforts réels ont été entrepris dans les pays occidentaux, ils restent largement insuffisants. Et l'essor de la Chine, de l'Inde ou encore du Brésil indique combien l'effort doit être mondial...

Jackson établit alors des perspectives alarmantes en reprenant les prévisions de croissance, de population, d'innovation technologique, de revenus, etc. Le résultat est saisissant. D'après le GIEC, stabiliser le taux de dioxyde de carbone suppose de réduire les émissions annuelles globales à un rythme moyen de 4,9 % par an d'aujourd'hui à 2050. Mais les revenus (la croissance) et la population continuent à croître... « Pour atteindre une réduction annuelle moyenne des émissions de 4,9 %, avec une croissance de la population de 0,7 % et une croissance des revenus de 1,4 %, T (facteur technologique) doit s'améliorer d'environ 7 % chaque année – quasiment dix fois plus vite qu'actuellement. D'ici 2050, il faudrait que le contenu moyen en carbone de la production économique soit 21 fois moindre que la moyenne mondiale actuelle »<sup>5</sup>. Et il note, à raison, que la situation pourrait être pire. La croissance dans les pays en développement pourrait être supérieure (elle l'est déjà).

### **Découplage : vers une croissance économique décarbonisée**

Les émissions de gaz carboniques sont responsables de l'augmentation de l'effet de serre et, de ce fait, du réchauffement climatique. Ces émissions ont augmenté à mesure qu'augmentait la croissance économique. Face à la menace climatique, deux solutions sont possibles : changer de modèle économique ou rendre la croissance économique compatible avec la menace climatique. Il s'agit donc de produire de la croissance sans émettre d'émission de gaz carbonique. Si nous parvenons à réduire les émissions tout en créant de la croissance, nous serions en situation de **découplage relatif** : les émissions de gaz carboniques évolueraient moins vite que la croissance. C'est ce que parviennent à réaliser les pays de l'OCDE depuis les années 1990. L'OCDE note ainsi dans ses « Indicateurs clés de l'environnement » de 2009 que « *bien que plusieurs pays de l'OCDE aient découplé leurs émissions de CO<sub>2</sub> et d'autres GES<sup>6</sup> de la croissance de leur PIB, la plupart des pays n'ont pas réussi à respecter leurs engagements nationaux en matière de réduction des émissions de GES. En réalité, leurs émissions ont continué d'augmenter tout au long des années 90, en dépit des gains d'efficacité énergétique réalisés (découplage relatif).* » Malheureusement, un découplage relatif ne résout pas le problème climatique, du moins, pas assez rapidement. Surtout qu'il est souvent accompagné d'un « effet rebond », à savoir qu'une famille qui achète une machine à lessiver plus économe en eau et en électricité va avoir tendance à l'utiliser plus et donc, à annuler la plus-value du progrès technologique, ou à utiliser le fruit de l'économie pour consommer d'autres biens énergivores ou polluants.

Pour parvenir à contrer la hausse des températures, il faudrait parvenir à maintenir une croissance sans émissions qui pourraient mettre notre climat en péril ; c'est le **découplage absolu**. Parvenir à un découplage absolu signifie donc que nos sociétés fonctionneraient sur base d'une économie « décarbonisée », soit une économie qui produirait de la prospérité mais sans émissions de carbone, donc sans pétrole, gaz, charbon, etc. Pour maintenir nos niveaux de vie actuels, une véritable révolution technologique devrait être mise en œuvre afin de diminuer de manière considérable l'utilisation d'énergie nécessaire pour produire les biens et services. La science est plus que jamais au centre des attentions, mais qui sait si seule la science suffira à sauver notre économie et le climat ? Jackson nous invite à considérer plutôt l'option de la science ET du changement de modèle économique pour parvenir à une nouvelle prospérité partagée.

<sup>5</sup> JACKSON T., *op. cit.*, p. 95.

<sup>6</sup> Gaz à effet de serre

## Entre décroissants et croissance verte : une troisième voie ?

Malgré l'échec retentissant du sommet de Copenhague qui devait aboutir à la poursuite et l'amplification de politiques communes de diminution des émissions responsables du réchauffement climatique, la question climatique et ses liens avec les enjeux économiques s'est imposé dans toutes les sphères de la société. Les organisations internationales telles que l'OCDE ou la Commission européenne développent des propositions pour que la croissance devienne verte. Les gouvernements mettent en œuvre de grands chantiers tels que « le grenelle de l'environnement » en France, le « Plan Marshall 2.vert » en Wallonie. A la demande de la ministre de l'emploi, Joëlle Milquet, le dernier rapport du conseil supérieur de l'emploi traite des menaces et des opportunités en termes d'emplois qu'offre la transition de l'économie vers un modèle compatible avec une diminution des émissions de gaz à effet de serre. Les fédérations d'employeurs appellent les gouvernements nationaux à investir dans les voitures électriques. Les interlocuteurs sociaux intègrent l'idée que des gains de compétitivité sont possibles par le biais de la réduction de la consommation d'énergie et certaines centrales syndicales vont même jusqu'à questionner le sens de la croissance à l'image des conclusions du dernier congrès de la CNE. Plus proche de l'économie sociale, les « alliances emploi-environnement » en Wallonie et à Bruxelles attendues par le secteur de la construction sont une source d'opportunités pour le secteur de l'économie sociale, autant qu'une confirmation de ce que ses activités sont plus qu'utiles... Globalement, l'idée que la croissance sera verte ou ne sera pas est communément admise. Mais, est-ce suffisant ?

Jusqu'il y a peu, le débat sur les alternatives au système économique actuel semblait être limité à deux courants qui opposaient, d'une part, les tenants du réformisme keynésien<sup>7</sup> et d'autre part les « décroissants ». Il ne s'agit *in fine* que du bon vieux clivage entre réformistes et révolutionnaires, avec la particularité nouvelle d'intégrer la question de la limite physique à la croissance (capitaliste, socialiste ou « sociale-démocrate »). C'est dans ce contexte que « Prospérité sans croissance » de Tim Jackson ouvre une troisième voie qui permettrait de réconcilier les décroissants et les tenants de la croissance verte. Il est vrai que ces deux options comportent un certain nombre d'impasses.

La décroissance, toutes choses égales par ailleurs, est perçue comme étant fort proche de la récession<sup>8</sup>. Or, la récente actualité a montré les conséquences négatives de la récession en termes d'emploi, de financement de la sécurité sociale et des services publics et collectifs. Sauf à imaginer un renforcement considérable et rapide des mouvements sociaux et syndicaux, on peut par ailleurs supposer que les classes moyennes et populaires seraient les premières victimes de celles-ci. A l'échelle du globe, la décroissance semble plus encore être synonyme de régression sociale. Dans les pays dits en développement, le développement social (qui répond à des besoins sociaux de base) suppose dans les faits une croissance économique puisque, par exemple, augmenter l'offre de service public est synonyme d'augmentation de croissance. Evidemment, les « décroissants » ne pensent pas en termes de « toutes choses égales par ailleurs ». La décroissance est ainsi à recadrer dans un changement sociétal profond qui suppose des transformations politiques en divers domaines et, plus encore, une profonde inversion du rapport de force entre « travail » et « capital », entre « capitalisme » et « démocratie ».

---

<sup>7</sup> Le Keynésianisme est une école de pensée économique inspirée des théories de John Keynes, un économiste qui a influencé l'histoire du monde en participant activement à la mise en place de l'architecture économique et financière mondiale après 1945. Il mettait en doute l'idée que les marchés pouvaient par eux-mêmes atteindre les meilleurs objectifs de croissance et de bien-être. Keynes prônait une plus grande intervention des gouvernements, davantage de régulation de l'économie et de redistribution des richesses. Le keynésianisme se situe donc à mi-chemin entre l'idéal libéral capitaliste (où l'Etat n'intervient pas) et l'idéal socialiste communiste (où le marché n'intervient pas) et constitue le cadre de référence pour le courant « social-démocrate ». Dans le cadre des débats actuels sur les limites de la croissance, les tenants du keynésianisme vert émettent donc l'idée d'une plus grande intervention de l'Etat de façon à orienter les investisseurs vers les secteurs d'activités plus conformes à l'environnement, et à transformer les activités polluantes actuelles, en émettant de nouvelles normes et y compris en faisant jouer le rôle de grand consommateur que sont les collectivités publiques. Les tenants de la « croissance verte » ou du « green new deal » sont typiquement inspirés du keynésianisme, teinté de vert. Ils croient donc que nous pourrions orienter le système économique pour le rendre conforme à l'écologie et aux aspirations au bien-être des citoyens, dans le cadre du système capitaliste. Pour se faire une opinion, la lecture de « L'impossible capitalisme vert » de Daniel Tanuro, paru en 2010 aux éditions « La Découverte » sera une excellente introduction.

<sup>8</sup> Une année de récession signifie que l'économie d'un pays aura produit moins de richesses que l'année précédente.

Notons à l'opposé que pour ceux qui œuvrent en faveur d'une croissance « verte », celle-ci n'est pas toujours conçue comme « solidaire ». Nombreux sont ceux qui, s'ils intègrent la problématique écologique, n'incluent pas pour autant la problématique sociale et les inégalités que créent les modes de production. Plus paradoxal encore, la « croissance verte », selon l'amplitude qu'on lui prêtera, ne répond pas nécessairement à la problématique de la limitation des ressources. Les travaux de l'OCDE, repris par la Commission européenne, illustrent bien comme la transition vers une économie verte est avant tout pensée pour servir l'objectif premier de la croissance économique<sup>9</sup>. Et il suffit de jeter un œil distrait sur les campagnes publicitaires pour constater que derrière la croissance verte se cache bien souvent une simple « vert-nification » d'un mode de production qui reste incompatible avec le développement humain, l'environnement et les ressources naturelles.

## Redéfinir la prospérité comme alternative au productivisme

La prospérité se définit aujourd'hui uniquement à l'aune du critère de l'augmentation du PIB, de l'augmentation des richesses monétaires. En pratique, c'est en fonction du PIB et de son évolution que les pouvoirs publics peuvent socialiser une part de ces richesses produites pour offrir des services publics et collectifs ou la sécurité sociale. Pour éviter le débat stérile opposant « croissants » et « décroissants », Jackson propose de redéfinir la prospérité pour parvenir à une société dont la croissance n'est pas nuisible. La prospérité devrait, selon lui, apporter bien-être aux individus, respecter l'environnement et ne pas dégrader les ressources. Pour y parvenir, l'auteur propose une ébauche de macro-économie écologique.

De manière centrale il s'agit, en priorité, de redéfinir les outils de gestion publique de l'économie, et partant de là, de la société. Outre la comptabilité nationale à remodeler, les indicateurs alternatifs<sup>10</sup> au PIB constituent une des solutions proposées. La question de l'emploi reste centrale et la réduction collective du temps de travail sera le deuxième pilier pour réaliser une société en « stagnation » (selon les critères classiques de croissance de PIB) mais de plein emploi. En outre le rôle des pouvoirs publics s'avère essentiel. Il faudra davantage de planification, davantage de normes légales et commerciales. Les pouvoirs publics, l'Etat développeront l'investissement public et les services publics et collectifs financés par plus de solidarité -d'impôt-, pour créer une croissance qualitative orientée vers le transport collectif, le logement public, la recherche et développement, etc. Enfin, le pouvoir des marchés et des acteurs privés sera, lui aussi, soumis à rude épreuve dans ce modèle macro-économique. Il passe par une mise au pas de la finance et du monde de l'entreprise privée, une internalisation des coûts environnementaux, une réduction drastique des inégalités du système capitaliste, etc.

## Démocratie capitaliste : la quête de profit individuel pour objectif central

La critique du modèle économique actuel et les propositions macro-économiques de Jackson portent sur trois éléments: la quête de profit, le sens de la production, la démocratie. Ces trois éléments convergent tous vers un constat : l'économie sociale peut être l'avenir d'une démocratie réellement prospère ! Mieux encore, l'économie sociale concrétise l'alternative au libéralisme économique car elle est, par nature, et dans ses statuts, démocratique, parce qu'elle pose la question du sens de la production et enfin parce que la quête individuelle de profit n'est pas son objectif premier...

A l'heure actuelle, le modèle est loin de fonctionner comme l'économie sociale... Au contraire, le fondement de nos démocraties capitalistes reste plus que jamais la quête individuelle de profit. Qui

<sup>9</sup> Voir le « Rapport intermédiaire de la stratégie pour une croissance verte ».

<http://www.oecd.org/dataoecd/42/44/45312850.pdf> . et la nouvelle stratégie économie pour l'Europe (Europe 2020) qui prolonge la stratégie de Lisbonne et dont la lecture indique combien les politiques économiques européennes sont encore loin d'intégrer réellement la problématique écologique et sociale.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/225&format=HTML&aged=0&language=FR>

<sup>10</sup> Voir CICCIA L., « Indicateurs alternatifs au PIB : la voie de l'alternance à la croissance ? », SAW-B, 2011

possède a pour objectif de posséder plus. Pour y parvenir, il investit, fait produire, rémunère, vend. Le système capitaliste basé sur l'investissement (et en amont le prêt avec intérêts) est nécessairement un système en croissance basé sur la quête individuelle et intarissable de profit.

Qui décide de la production ? Les naïfs considèrent que la demande fait l'offre. La réalité est tout autre. En système capitaliste, le consommateur n'est pas roi ! Les détenteurs des entreprises (des capitaux) décident de ce qui est produit, consommé. La production n'a d'autre sens et d'objectif que la production supplémentaire de richesses. Par effet de contagion, le « bonheur » se résume donc à l'accroissement de biens et services consommés (le tout encadré par le marketing et la publicité)<sup>11</sup>.

Et la démocratie ? Sous la pression des mouvements sociaux, des organisations syndicales, des partis de gauche, la démocratie a pu influencer sur la distribution des revenus, mais elle ne s'occupe *in fine* que fort peu du « sens » et des bienfaits de la production. A l'heure actuelle, ne considère-t-elle même pas qu'affecter ses moyens au développement de la croissance pour satisfaire la possibilité d'un accroissement des profits individuels revient à remplir ses missions d'intérêt général ? (N'est-ce pas là la logique des plans Marshall ?) Avec l'arrivée de nouveaux mouvements sociaux, elle a parfois su imposer aux acteurs économiques quelques règles pour préserver certains pans de l'environnement. Mais la démocratie est aussi soumise à d'autres pressions qui œuvrent en sens inverse. Elle n'a donc pas encore pu imposer de règles suffisantes au commerce pour préserver notre planète, ses ressources et l'humain. Elle n'arrive d'ailleurs même plus à préserver une juste distribution des richesses...

### **L'économie sociale comme acteur d'une nouvelle prospérité partagée**

Les quatre critères qui fondent l'économie sociale indiquent combien ce secteur peut être un acteur important dans la transition économique vers une société durable et solidaire. En préférant la finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que la finalité de profit, l'économie sociale est le seul acteur privé à pouvoir sortir du cadre étriqué de la croissance. L'économie sociale développe ainsi des activités synonymes de prospérité, sans nuisances. En accordant la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus, l'économie sociale entend à la fois produire de l'activité et dans le même temps lutter contre les inégalités inhérentes au fonctionnement d'une économie de marché laissée à elle-même.

Grâce au processus de décision démocratique interne, l'économie sociale est porteuse de davantage de démocratie. La démocratie dans l'entreprise représente un fondement essentiel de cette nouvelle prospérité. Enfin, par le maintien de son autonomie de gestion, l'économie sociale garantit sa liberté de poursuivre sa longue et difficile lutte pour donner du sens à l'économie dans un contexte où la croissance pour la croissance a pris le pas sur le sens et les objectifs assignés à cette croissance...

L'économie sociale peut se donner comme ambition de transformer le système économique à l'œuvre. Elle peut imaginer, avec les acteurs concernés, un modèle d'économie plurielle où coexistent et coopèrent, autour d'une vision partagée de la société et de l'économie au service de cette société, l'Etat régulateur, les services publics et collectifs, l'économie « classique » et l'économie sociale. Son développement passe sans doute par un changement de paradigme mais aussi par la capacité qu'elle aura aux côtés d'acteurs et de mouvements sociaux à promouvoir une autre croissance plus qualitative, plus durable. C'est une responsabilité que l'économie sociale peut assumer, loin des impératifs de rendement financiers subis par les acteurs de l'économie classique. Il est temps de faire l'économie de la croissance.

---

<sup>11</sup> Cfr. « La croissance ne fait pas le bonheur. Les économistes le savent-ils ? », Isabelle Cassiers. Regards Economiques (UCL), Mars 2006, N°38. <http://sites-test.uclouvain.be/econ/Regards/Archives/RE038.pdf>

## Pour aller plus loin

### Ouvrages/revues

- Tanuro D., *L'impossible capitalisme vert*, éditions « La Découverte », 2010
- Jackson T., *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*. Edition de boeck & Etopia, 2010
- Ariès P., *Décroissance ou barbarie*. Villeurbanne, Éd. Golias, 2005. 162 p.
- Bayon D., *La décroissance : dix questions pour comprendre et débattre*, édition La Découverte, 2010.
- *Décroissance et changement de paradigme*, Presses universitaires de Namur, 2010. (Carnets du développement durable, 1)
- Entropia : revue d'étude théorique et politique de la décroissance ; <http://www.entropia-la-revue.org/>

### Associations belges « décroissantes »

- AdOC, Association d'Objecteurs/trices de Croissance à l'initiative d'un mouvement politique en devenir, le Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance (mpOC). Voir <http://www.objecteursdecroissance.be/>
- GRAPPE, Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique : [www.grappebelgique.be](http://www.grappebelgique.be)